

Convention collective

IDCC : 9731. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE, ÉLEVAGE, VITICULTURE,
ARBORICULTURE FRUITIÈRE, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX, CUMA ET ENTREPRISES DE DISTILLATION
(SAVOIE)**

(26 juin 1984)

(Etendue par arrêté du 16 janvier 1985,
Journal officiel du 25 janvier 1985)

AVENANT N° 84 DU 29 JUILLET 2008

NOR : AGRS0997094M

IDCC : 9731

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Savoie ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux (ETAR) ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA) ;

Le syndicat des distillateurs de la Savoie,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions des points A « Salaires horaires minima des vendeurs », B « Avantages en nature » et E « Date d'effet » de l'annexe II « Dispositions applicables dans le département de la Savoie aux salariés occupés aux travaux des vendanges » sont remplacées par :

« A. – Classification des emplois
et salaires horaires minima des vendeurs

La classification des emplois liés aux travaux des vendanges est fixée ainsi qu'il suit :

- coupeur : niveau I, échelon 1 ;
- porteur : niveau I, échelon 1.

Les salaires horaires minima correspondant aux classifications telles que définies au point A sont fixés à l'annexe I de la présente convention collective.

Compte tenu des exigences liées au travail physique, le taux horaire du porteur de hotte est majoré de 5 %.

B. – Avantages en nature

La déduction opérée sur la rémunération du salarié au titre des avantages en nature dont il bénéficie sont fixés à l'article 20 de la présente convention collective. »

Le point E « Date d'effet » est abrogé.

Article 2

Les dispositions du point I « Classification des emplois et rémunérations minima » de l'annexe III « Dispositions particulières applicables aux salariés occupés pendant la saison d'alpage bovins lait dans le département de la Savoie » sont remplacées par les dispositions suivantes :

CLASSIFICATION professionnelle	DÉFINITION DES EMPLOIS	NIVEAU hiérarchique
Manceuvre	Travailleur n'apportant que sa force physique, n'ayant que des connaissances réduites et travaillant sous la responsabilité du berger d'alpages.	Niveau I, échelon 1
Berger d'alpage	Ouvrier qui participe, sous la responsabilité du premier berger, aux travaux de la traite, au lavage du matériel et à la surveillance du troupeau et qui peut suppléer, à titre exceptionnel (courtes absences), le premier berger.	Niveau II, échelon 1
Premier berger d'alpage	Ouvrier hautement qualifié possédant une connaissance approfondie de la profession dans sa spécialité, susceptible de procéder sans directive préalable à la majeure partie des travaux qualifiés et capable de prendre les initiatives nécessaires à la bonne marche de l'entreprise.	Niveau III, échelon 2
Responsable d'exploitation d'alpage (1 ^{er} échelon)	Ouvrier hautement qualifié exerçant pour la première fois de sa carrière les fonctions de responsable d'exploitation et organisant le travail suivant les directives générales de l'employeur.	Niveau IV, échelon 1
Fromager (1 ^{er} échelon)	Ouvrier hautement qualifié exerçant pour la première fois de sa carrière les fonctions de responsable d'exploitation et organisant le travail suivant les directives générales de l'employeur.	Niveau IV, échelon 1

CLASSIFICATION professionnelle	DÉFINITION DES EMPLOIS	NIVEAU hiérarchique
Responsable d'exploitation d'alpage (2 ^e échelon)	Ouvrier hautement qualifié responsable d'exploitation et organisant le travail suivant les directives générales de l'employeur.	Niveau IV, échelon 2
Fromager (2 ^e échelon)	Ouvrier hautement qualifié responsable d'exploitation et organisant le travail suivant les directives générales de l'employeur.	Niveau IV, échelon 2

Les salaires horaires minima correspondant à ces emplois sont fixés à l'annexe I de la présente convention collective. »

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Savoie.

Fait à Chambéry, le 29 juillet 2008.

(Suivent les signatures.)